

PRESTATIONS DE CONSEIL EN COMMUNICATION ET CONCEPTION D'OUTILS DE COMMUNICATION INTERNE ET EXTERNE

N° 2025- PREST.COMM **relance**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN AUX 4 LOTS
(CCAP)

Pouvoir Adjudicateur :

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LA MARTINIQUE

Centre d'affaires- Zac de l'Etang z'Abricot – Pointe des Grives | CS 80656

97263 Fort de France cedex | Standard : 0596 39 42 43 | Fax : 0596 39 44 08

La présente procédure est soumise aux règles issues du Code de la commande publique.

Le marché est passé selon une procédure en Appel d'Offre Ouvert conformément aux articles L2124-1 et L2124-2 et R.2124-1, R.2124-2 alinéa 2°, R.2131-16 et 17, R.2143-1 et -2, R.2151-1 à 5, R.2161-2 à 6 du Code de la Commande Publique.

Le présent CCAP comporte 23 pages et 1 annexe : RGPD

SOMMAIRE

1. CONTEXTE ET ENJEUX.....	4
2. OBJET – DISPOSITIONS GENERALES.....	5
2.1. OBJET.....	5
2.2. DUREE DU MARCHE.....	7
2.3. DISPOSITIONS GENERALES.....	7
2.4. RESPONSABILITE, DEVOIR DE CONSEIL ET RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES PAR LE TITULAIRE.....	9
2.5. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	10
2.6. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE	11
2.7. RESPECT DES PRINCIPES DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE	11
2.8. ASSURANCES.....	12
3. PRIX.....	13
3.1 CONTENU DES PRIX DU MARCHE	13
3.2 PRIX DE REFERENCE DU MARCHE.....	13
3.3 REVISION DES PRIX.....	14
3.4 AVANCES.....	15
4. PAIEMENT-ETABLISSEMENT DE LA FACTURE-INTERETS MORATOIRES.....	15
5. PRESTATIONS SIMILAIRES	16
6. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	16
7. MODALITES D'EXECUTION - PENALITES.....	17
7.1. REUNION ADMINISTRATIVE DE DEMARRAGE DU MARCHE	17
7.2. REUNION ET RAPPORTS DE SYNTHESE DE L'EXECUTION DES MARCHES.....	17
7.3. DELAIS D'EXECUTION.....	17
7.4. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	18
7.5. ARRET DES PRESTATIONS, ANNULATION DES PRESTATIONS ET REMBOURSEMENT DES FRAIS DEJA ENGAGES	18
7.6. PENALITES	18
8. CLAUSES DE REEXAMEN	19
8.1. VARIATION DES PRIX - REVISION	19
8.2. CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE, CHANGEMENT D'ADRESSE ET DE COORDONNEES BANCAIRES	19
8.3. PRIX NOUVEAUX	20
8.4. EVOLUTION TECHNIQUE OU TECHNOLOGIQUE	20
8.5. EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION.....	21
9. VERIFICATIONS ET ADMISSION	21
9.1. OPERATION DE VERIFICATION.....	21
9.2. ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET	21
10. DESTRUCTION DES DONNEES.....	21
11. REGIME DES RESULTATS	21

12.	RESILIATION.....	22
13.	DOCUMENTS ADMINISTRATIFS A REMETTRE EN COURS D'EXECUTION	22
14.	REGLEMENT DES LITIGES.....	23
15.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	23

1. CONTEXTE ET ENJEUX

Contexte

Présentation de l'Agence Régionale de Santé de la Martinique (ARS)

Établissement public administratif de l'État et placé sous la tutelle du Ministère des Solidarités et de la Santé, l'Agence Régionale de Santé de la Martinique a été créé le 01/04/2010. Elle est composée de près de 160 agents.

Les ARS ont comme principaux objectifs d'améliorer la santé de la population et d'accroître l'efficacité de notre système de santé.

L'Agence régionale de santé Martinique a pour mission de mettre en place la politique de santé dans la région. Elle est compétente sur le champ de la santé dans sa globalité, de la prévention aux soins, à l'accompagnement médico-social. Son organisation s'appuie sur un projet régional de santé élaboré en concertation avec l'ensemble des partenaires (professionnels de santé, usagers, associations) dans un souci d'efficacité et de transparence.

Objectifs et enjeux

Pour faire connaître ses actions auprès du plus grand nombre, il est nécessaire de mettre en place une stratégie globale de communication permettant à l'ensemble de la population martiniquaise (usagers des services de soins, acteurs socio-économiques, élus locaux, partenaires institutionnels...) une appropriation de la démarche de territoire engagée ; cela pour une adhésion volontaire et participative de chacun.

L'animation et la communication sont des orientations majeures à mettre en place pour asseoir le rôle de l'ARS sur le territoire.

Pour atteindre cet objectif, il est important :

- d'activer la prise de conscience du public et des acteurs concernés,
- d'informer sur les enjeux et d'éveiller l'intérêt d'une adhésion collective aux grands projets menés par l'ARS,
- de sensibiliser la population aux enjeux de santé du territoire afin qu'ils comprennent l'importance des réformes engagées
- de favoriser les échanges entre les différents acteurs
- de créer et d'animer un réseau dynamique de partenaires

L'ARS souhaite renforcer sa stratégie de communication afin de mieux répondre aux attentes de ses différents publics (professionnels de santé, grand public, partenaires institutionnels, etc.). Les enjeux principaux sont :

- Améliorer la visibilité et la notoriété de l'ARS.
- Renforcer l'adhésion et l'engagement des publics cibles.
- Optimiser et mesurer l'impact des actions de communication.

2. OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

2.1. OBJET

L'objet du présent accord-cadre porte sur des services de conseils stratégiques et de conceptions d'outils de communication multi-supports et innovants pour le compte de l'Agence Régionale de Santé (ARS) de Martinique.

Lieu d'exécution du marché :

Le lieu d'exécution est le territoire de la Martinique.

Procédure d'achat :

Le présent marché est régi par le Code de la Commande Publique du 1^{er} Avril 2019. L'accord-cadre est passé selon une procédure en Appel d'Offre Ouvert conformément aux articles L2124-1 et L2124-2 et R.2124-1, R.2124-2 alinéa 2°, R.2131-16 et 17, R.2143-1 et -2, R.2151-1 à 5, R.2161-2 à 6 du Code de la Commande Publique.

2.1.1. Allotissement

Conformément aux articles L2113-10 et R2113-1 du CCP, la présente consultation est allotie, comme suit :

Lot	Intitulé
1	Campagnes / Actions de communication spécifiques à l' Offre de soins / Autonomie (Exemple : Attractivité, zonage, newsletters, les marronniers, CAPS, dispositif PA/PH...)
2	Campagnes / Actions de communication spécifiques à la Prévention/promotion de la santé (Exemple : Obésité, maladies chroniques, santé sexuelle, Martinique Bouge (nutrition et sports), violences, VIH, dengue, cancer ...)
3	Campagnes / Actions de communication spécifiques à la Santé environnement / vigilance / alerte / crise (Exemple : Leptospirose, risques auditifs, chlordécone, eaux, habitat ...)
4	Communication institutionnelle (image extérieure de l'ARS et interne) (Exemple : CNR, CRSA, PRS, CREIA, rapports d'activités, rapports financiers, marque employeur, plaquette ARS ...)

2.1.2. Technique particulière d'achat

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande.

La masse financière maximum de la consultation est de à 380 000€ HT par an soit un montant maximum sur la durée du marché de 1 140 000€ HT répartie comme suit :

Lot	Intitulé	Masse maximum annuelle par an	Masse maximum annuelle pour la durée de l'accord-cadre
1	Campagnes / Actions de communication spécifiques Offres de soins / Autonomie	100 000€ HT	300 000€ HT
2	Campagnes / Actions de communication spécifiques Prévention/promotion de la santé	100 000€ HT	300 000€ HT
3	Campagnes / Actions de communication spécifiques Santé environnement / vigilance / alerte / crise	100 000€ HT	300 000€ HT
4	Communication institutionnelle (image extérieure de l'ARS et interne)	80 000€ HT	240 000€ HT

Chaque lot est mono attributaire.

Chaque opérateur économique peut soumissionner sur 1 lot ou 2 lots maximums. Un maximum de deux lots peut être attribué à un même opérateur économique.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du ou des accords-cadres conformément aux dispositions de l'article R.2162-5 du Code de la Commande Publique avec un délai d'exécution de 6 mois maximum.

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement des montants maximums maxi est subordonnée à la conclusion d'un avenant, signé des 2 parties. Cet avenant ne doit pas, sauf exception des circonstances imprévues le justifiant, constituer une modification substantielle au sens de l'article R. 2194-7 du code de la commande publique.

.

2.1.3 Nomenclatures CPV

Nomenclature communautaire	
Code CPV	Description
79810000-5	Services d'impression
79341100-7	Services de conseils en publicité
79341400-0	Services de campagne publicitaire
79822500	Services de conception graphique
79950000-8	Services d'organisation d'expositions, de foires et de congrès
92110000-5	Services de production de films cinématographique et de vidéos et services connexes

2.2. DUREE DU MARCHE

Pour tous les lots

Chaque lot de l'accord-cadre est passé pour une durée initiale de 36 mois fermes à compter de sa date de notification.

2.3. DISPOSITIONS GENERALES

Les pièces du présent accord-cadre sont rédigées en français. Dans le cas contraire, l'Acheteur peut exiger que les documents soient accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les correspondances, réunions et discussions relatives au présent marché se déroulent en français.

2.3.1. Conditions de passation et contenu des bons de commande

A partir de la notification du marché, le titulaire recevra les bons de commande au fur et à mesure des besoins, précisant la nature et les quantités des services nécessaires à la Direction concernée, selon les indications précisées sur chacun des bons de commande.

La notification du bon de commande rend la commande effective.

Les prestations sont commandées sous forme de bons de commande signés par le Directeur Général de l'ARS Martinique.

Chaque bon de commande précise les prestations décrites dans l'accord-cadre dont l'exécution est demandée.

Chaque bon de commande contient au minimum :

- ✓ la référence du marché,

- ✓ le numéro de lot
 - ✓ le lieu d'exécution,
 - ✓ le délai d'exécution et de livraison,
 - ✓ le numéro du marché, le numéro de lot ainsi que la date et le numéro du bon de commande,
 - ✓ la désignation/libellé et le Numéro ordre/postes de prix pour les prestations du bordereau des prix unitaires
 - ✓ l'UO ou les UO avec les quantités à exécuter,
 - ✓ le montant hors TVA des prestations exécutées,
 - ✓ le taux et le montant de la TVA,
- le montant total toutes taxes comprises des prestations exécutées,
- les conditions d'intervention ainsi que les prescriptions particulières éventuelles.

Les bons de commande peuvent être passés jusqu'au terme de l'accord-cadre ou du marché subséquent, leur durée d'exécution est de 6 mois .

2.3.2. Parties co-contractantes

Le présent marché est conclu entre :

L'Agence Régionale de Santé (ARS) de Martinique représentée par son Directeur Général (l'acheteur)

Et

La ou les société(s) retenue(s) à la suite de l'appel d'offre ouvert lancé sur la base du présent CCAP ci-après dénommée(s) "le(s) titulaire(s)".

2.3.3. Dispositions en cas d'opérateurs économiques étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euros reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du Code de la Commande Publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... Du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros.

Leurs prix resteront inchangés en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

2.3.4. Interlocuteurs

Pour tous les lots

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG/PI, le responsable ARS en charge de l'exécution de ce marché est le responsable du service communication. Il est l'interlocuteur privilégié du titulaire pour la validation des BAT, des campagnes

Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG/PI, le responsable ARS est en relation directe avec le titulaire, via un interlocuteur dédié identifié dans le cadre de réponse du lot concerné. Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

2.4. RESPONSABILITE, DEVOIR DE CONSEIL ET RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES PAR LE TITULAIRE

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat, il devra ainsi mobiliser tous ses moyens organisationnels, humains et matériels pour une parfaite exécution des prestations objet du marché.

Le titulaire a une obligation générale de conseil, d'information et de recommandation.

Il doit notamment attirer l'attention de l'ARS Martinique sur toutes nouvelles obligations législatives ou réglementaires dans les domaines objet du marché.

Les stipulations des clauses contractuelles du marché expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui pourraient figurer sur tout autre document adressé par le candidat lors de sa réponse à la consultation.

De même, le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord express de l'ARS Martinique.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG PI, le titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'ARS Martinique toutes modifications importantes concernant le fonctionnement de son entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

2.5. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Obligation de confidentialité :

Les stipulations de l'article 5 du CCAG-PI s'appliquent.

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics. A défaut des pénalités s'appliquent.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Protection des données à caractère personnel :

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur

En complément, le candidat devra compléter et remettre au titre de son offre l'annexe au CCAP « RGPD ».

2.6. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

2.7. RESPECT DES PRINCIPES DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE

Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées suivantes : [Nom et coordonnées du service référent de l'acheteur ou de l'autorité concédante]

Il informe sans délai l'acheteur ou l'autorité concédante des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur ou l'autorité concédante se réserve la faculté :

- soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 20 euros par jour, puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

2.8. ASSURANCES

Le titulaire de chaque lot doit produire avant la notification de l'accord-cadre concerné une attestation d'assurance couvrant les risques liés à l'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage formellement à avertir le pouvoir adjudicateur de tout changement d'assureur en cours d'exécution des prestations, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation conformément aux modalités décrites ci-dessus.

Ces dispositions s'imposent aux cotraitants s'il y a groupement.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le défaut de communication de cette attestation dûment remplie entraînera une pénalité de 20 euros par jour ouvré de retard avec mise en demeure préalable.

L'absence de couverture en assurance entraînera la résiliation du marché concerné aux frais et risques du titulaire.

3. PRIX

3.1 CONTENU DES PRIX DU MARCHE

Pour chacun des lots, l'accord-cadre est réalisé à prix unitaires.

Les prix sont définitifs et réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales et parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation concernée ainsi que tous les frais afférents à la bonne exécution du marché, notamment de déplacement, d'hébergement et de restauration des équipes du titulaire (le cas échéant). Les prix comprennent également la mise à disposition de l'outil collaboratif de l'article 3.4 du CCTP ainsi que de formation à l'utilisation de cet outil.

Aucune indemnité ne sera accordée au titulaire du fait des sujétions ou contraintes rencontrées en cours d'exécution du marché.

Le titulaire est donc réputé, préalablement à la remise de son offre, avoir apprécié exactement l'importance et la particularité des prestations ainsi que les conditions d'exécution.

3.2 PRIX DE REFERENCE DU MARCHE

Les prix de référence du marché sont les prix unitaires nets Hors Taxes (HT) qui figurent dans les bordereaux des prix unitaires du marché. Ils sont exprimés en euros.

La date d'établissement du prix initial correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire.

3.3 REVISION DES PRIX

Les prix tels qu'indiqués à l'acte d'engagement sont maintenus pour la première année. Pour les années suivantes, les prix seront réévalués suivant les méthodes de calculs explicitées ci-dessous.

La révision est à la charge du titulaire, elle sera formulée par courriel à l'adresse suivante : ars-martinique-achats@ars.sante.fr.

Dans sa demande de révision, le titulaire devra produire, outre le BPU révisé, l'index de référence ainsi que le calcul du coefficient applicable.

Dans un délai de 15 jours à compter de la réception des prix révisés, le pouvoir adjudicateur adresse un courrier au titulaire validant ou infirmant le calcul effectué. En aucun cas, les nouveaux prix ne peuvent être appliqués sur des prestations engagées antérieurement à celle de l'acceptation de la révision des prix. Les prix révisés sont ainsi maintenus pour une nouvelle durée contractuelle d'un an.

- Les prix du BPU seront révisés annuellement par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \left(0.65 \frac{ICHTrev-TS}{ICHTrev-TS_0} + 0.35 I \right)$$

Où

P = prix de la prestation révisée,

P₀ = prix de la prestation au mois M₀,

ICHTrev-TS = indice INSEE connu le 1^{er} jour ouvrable à la date de révision du marché (**Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Information, communication (NAF rév. 2 section J)**)

,
ICHTrev-TS₀ = indice INSEE en vigueur au mois M₀ (**Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Information, communication (NAF rév. 2 section J)**),

I = dernier indice "Prix de production des services français aux entreprises françaises B to Be- CPF 70.21 – Services de relations publiques et communication" connu le 1^{er} jour ouvrable à la date de révision du marché,

I₀ = dernier indice " Prix de production des services français aux entreprises françaises B to Be- CPF 70.21 – Services de relations publiques et communication " connu en vigueur au mois M₀.

Clause butoir

Cette révision ne pourra pas dépasser, d'une année sur l'autre, 5 % des prix initiaux ou

des prix précédemment révisés.

Clause de prix remisés

Le titulaire a la possibilité d'appliquer une remise sur les UO commandés. S'il le fait, il l'indique sur le devis, le cas échéant et sur la facture.

3.4 AVANCES

L'article A.11.1 du CCAG PI s'applique.

4. PAIEMENT-ETABLISSEMENT DE LA FACTURE-INTERETS MORATOIRES

Le prestataire pourra émettre une demande de paiement à la fin d'exécution d'une campagne ou d'une action de communication pour le montant correspondant.

L'unité monétaire en vigueur à l'ARS Martinique est l'EURO.

Les factures sont établies en français après service fait et comportent notamment les mentions légales suivantes :

- le numéro de marché° (N° 2019-DD5-ARS-972-ASSISTEVALFIR)
- le numéro de lot
- le numéro de ou des UO
- la date d'émission de la facture
- l'identification du titulaire (N°SIRET...)
- le code IBAN et les références du compte bancaire
- les montants HT et TTC (TVA applicable en Martinique : 8,5%)

La facturation est dématérialisée via Chorus pro : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Les factures devront être adressées à :

ARS MARTINIQUE

Service Facturier

Centre d'affaires- Zac de l'Etang z'Abricot

Pointe des Grives | CS 80656

97263 Fort de France cedex

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours à compter de la réception de la facture.

Le retard de paiement :

- fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat (articles L. 2192-13 et R. 2192-32 du code de la commande publique) ;
- donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros (articles L. 2192-13 et D. 2192-35 du code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage (article R. 2192-31 du code de la commande publique).

5. PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R.2122-7 du CCP, un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence pourra être passé avec le titulaire pour des prestations similaires, si cela s'avère nécessaire. Ce nouveau marché sera alors négocié directement avec le titulaire qui proposera une offre technique et financière correspondante.

6. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales de prestations intellectuelles (CCAG PI) ;
- l'offre technique du titulaire (cadre de réponse, mémoire technique...) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

7. MODALITES D'EXECUTION - PENALITES

Les modalités, lieux, périodes et contraintes d'exécution des prestations sont décrits au CCTP.

7.1. REUNION ADMINISTRATIVE DE DEMARRAGE DU MARCHE

Suite à la notification du marché et dans un délai maximum de 15 jours ouvrés, le titulaire sera convié par l'ARS Martinique et à son siège social, à une réunion de démarrage dudit marché, en présence des responsables de la Direction Métier et du Département Achats Ordonnancement et Supervision Budgétaire.

Lors de cette réunion, après présentation des interlocuteurs, il sera notamment procédé à une relecture commune et à des échanges sur les dispositions du cahier des charges.

7.2. REUNION ET RAPPORTS DE SYNTHESE DE L'EXECUTION DES MARCHES

Des réunions périodiques entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire seront organisées, au moins une fois par an, pour procéder à l'évaluation des conditions d'exécution des marchés.

Chaque année, le titulaire du lot présentera à cette occasion un bilan d'activité listant les unités d'œuvre commandées (UO) avec les montants associés à chaque fin d'année civile et à la fin de la durée de l'accord-cadre.

7.3. DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution sont fixés dans l'annexe 2 du CCTP. Le cas échéant, ils sont précisés dans le brief de l'ARS ou définis conjointement avec le titulaire. Leur non respect entraine l'application de pénalités conformément à l'article PENALITES ci-après.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de cinq jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, à l'acheteur la durée de la prolongation demandée.

7.4. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En application de l'article 27.1 du CCAG PI, en cas d'impossibilité pour le titulaire de satisfaire aux besoins de l'ARS, l'ARS se réserve le droit de recourir à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

7.5. ARRET DES PRESTATIONS, ANNULATION DES PRESTATIONS ET REMBOURSEMENT DES FRAIS DEJA ENGAGES

Lorsque les prestations objet d'un bon de commande sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, l'acheteur peut décider, au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations, si chacune de ces parties techniques est clairement identifiée et assortie d'un montant.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

En cas d'annulation du fait de l'administration des prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande, celle-ci reste redevable des frais de production engagés par le prestataire. Le paiement de ces frais sera effectué sur présentation des justificatifs et ne devra pas conduire à l'enrichissement sans cause du titulaire. Le paiement de ces frais est calculé en fonction de la date de livraison prévue.

7.6. PENALITES

Article du présent CCAP	Objet	Montant de la pénalité
Article 2.5	Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de l'obligation de confidentialité	Article 14.2 du CCAG PI
Article 2.7	Non respect de la clause de laïcité	20 euros par jours de retard
Article 2.8	Défaut de communication à l'ARS de l'attestation d'assurance à jour	20 euros par jour ouvré de retard après mise en demeure
Article 7.3	Non respect du délai d'exécution de l'UO	50 euros par jour ouvrable de retard après mise en demeure
Article 7.3	Non respect du délai d'exécution des UO en cas d'urgence	100 euros par jour ouvrable de retard après mise en demeure

Article du CCTP	Objet	Montant de la pénalité
Article 3.4 du CCTP	Indisponibilité de l'outil collaboratif supérieure à 5 jours ouvrés à compter de la constatation de la panne dans un mail rédigé par l'ARS au titulaire du lot concerné	30 euros par jour ouvrable d'indisponibilité après mise en demeure
Article 4 du CCTP	Non respect de la clause environnementale	150 euros par mois de retard.

Le montant annuel des pénalités est plafonné à 20% du montant annuel de chaque lot.

8. CLAUSES DE REEXAMEN

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, les marchés peuvent être modifiés sans nouvelle procédure de passation de marché.

Ces modifications, quelle que soit leur valeur monétaire, sont prévues dans le présent CCAP sous la forme de la présente clause de réexamen. Cette clause indique le champ d'application et la nature des éventuelles modifications ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage. Elle ne permet pas de modifications qui changeraient la nature globale du marché considéré.

La validation de la mise en jeu des clauses de réexamen fera l'objet d'un arbitrage préalable du Département Achats Ordonnancement et Supervision Budgétaire de l'ARS Martinique. Ces modifications pourront faire l'objet d'un avenant.

8.1. VARIATION DES PRIX - REVISION

En cas de suppression d'indice et en l'absence de mise en place de série de raccordement ou d'indice de remplacement, le nouvel indice sera notifié par ordre de service après demande préalable de validation au titulaire du marché. Dans un délai de deux semaines à compter de la proposition d'indice de l'Acheteur, le silence gardé par le titulaire vaudra acceptation tacite de l'indice proposé.

8.2. CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE, CHANGEMENT D'ADRESSE ET DE COORDONNEES BANCAIRES

En cas de changement de dénomination sociale ou changement d'adresse ou changement d'adresse électronique en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue de communiquer à l'acheteur une attestation expliquant ce changement et tout justificatif le cas échéant.

En cas de changement des coordonnées bancaires, intervenant en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue d'en informer l'acheteur et de lui communiquer un nouveau RIB. Ce nouveau RIB annule et remplace le précédent RIB et devient contractuel.

En cas de changement d'adresse électronique contractuelle, intervenant en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'en informer l'Acheteur et la direction opérationnelle et de lui communiquer la nouvelle adresse mail. Cette nouvelle adresse annule et remplace la précédente et devient contractuelle.

Ces changements pourront donner lieu à un avenant de transfert.

8.3. PRIX NOUVEAUX

Les pièces techniques déterminent la nature des prestations, objets du présent accord-cadre.

Par exclusion, toute autre prestation non référencée ne peut faire l'objet de commande. Toutefois, dans le cas d'un besoin nouveau en cours de marché, prestation nécessaire et non initialement prévue au BPU, l'acheteur détermine, par ordre de service simple, les nouvelles prestations à intégrer au Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires Contractuel du marché considéré.

L'ajout de poste de prix se fera dans les conditions suivantes :

- Prix en lien direct avec l'objet du marché,
- Prix intégré à l'intérieur d'une famille du BPU,
- L'adjonction de prix est limitée à 4 postes de prix nouveaux au BPU du marché considéré sur la durée totale d'exécution du marché. L'ajout de plus de 4 postes de prix fera l'objet d'un avenant.

Les ajouts de poste de prix n'impactent pas les masses minimum et maximum de l'accord-cadre.

8.4. EVOLUTION TECHNIQUE OU TECHNOLOGIQUE

En cas d'évolution technologique ou de changement de technique, le titulaire a la possibilité, après accord du pouvoir adjudicateur, de modifier ou remplacer les prestations faisant l'objet du marché par des prestations jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix. Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant :

- D'une part, que cette nouvelle technologie ou technique se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique
- D'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne technologie ou technique est maintenu pour la nouvelle.

Le pouvoir adjudicateur pourra seul décider de passer un avenant au dit marché ou un ordre de service simple afin de prendre en compte l'évolution technique ou technologique.

8.5. EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le pouvoir adjudicateur pourra seul décider de passer un avenant au dit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

9. VERIFICATIONS ET ADMISSION

9.1. OPERATION DE VERIFICATION

Les vérifications sont effectuées conformément aux dispositions des articles 28.1 à 28.4 du CCAG PI.

9.2. ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET

Les dispositions de l'article 29 du CCAG PI s'appliquent.

10. DESTRUCTION DES DONNEES

Au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai de trois mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

11. REGIME DES RESULTATS

Pour chacun des lots, le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente, en tout , par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur. Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution.

Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'acheteur.

12. RESILIATION

Les articles 36 à 42 du CCAG PI s'appliquent.

13. DOCUMENTS ADMINISTRATIFS A REMETTRE EN COURS D'EXECUTION

En application des dispositions combinées du Code de la Commande publique et du code du travail, le titulaire du marché concerné sera tenu de fournir au service gestionnaire du marché, tous les six mois à compter de la date de signature du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, les documents suivants :

Pour le titulaire établi en France :

1°) Le titulaire fournit dans tous les cas, les documents suivants :

Une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L.243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;

2°) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

a) Son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné ;

b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;

3°) Une liste nominative des salariés étrangers conformément aux articles L8254-1 et D8254-2 et -4 du code du travail.

Pour le titulaire établi à l'étranger, ce dernier se reportera utilement aux dispositions de l'article R.2143-7 alinéa 2 du Code de la Commande publique.

14. REGLEMENT DES LITIGES

En vue de trouver une solution amiable à tout litige qui surviendrait dans l'exécution du présent marché, l'ARS Martinique et le Titulaire conviennent de se réunir dans les cinq jours à compter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, notifiée par l'une des deux parties.

En cas de litige, il pourra être fait appel au comité consultatif de règlement amiable.

Les litiges qui ne reçoivent pas de solution amiable relèvent du Tribunal Administratif de Fort-de-France, seul compétent en la matière.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché, ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations.

15. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures courantes et services (CCAG PI), arrêté du 30 mars 2021 (publié au JO le 1er avril 2021) :

L'article ... du CCAP déroge	A l'article ... du CCAG	OBJET DE LA DEROGATION
2.3.4 Représentation de l'acheteur	3.3	Représentants de l'acheteur indiqués au CCAP
2.3.4 Représentation du titulaire	3.4	Représentants du titulaire identifiés dans l'offre du titulaire
2.8 (assurances)	9	Justificatif d'assurance à fournir avant la notification du marché
6.3 Délais d'exécution	13.3.2	Délai pour bénéficier d'une prolongation du délai d'exécution
7.6 (pénalités)	14	Formule de calcul des pénalités Plafond annuel du montant des pénalités Exonération des pénalités
7.5 (arrêt des prestations)	22	Non résiliation du marché en cas d'arrêt des prestations